

Au Journal officiel du 24 au 30 décembre 2015

Au Journal officiel du 24 au 30 décembre 2015

04/01/2016

Au Journal officiel du 24 au 30 décembre 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 24 décembre 2015 :

- Décret n° 2015-1728 du 22 décembre 2015 relatif aux modalités d'application des **taxes locales sur la consommation finale d'électricité** - *Modification du Code général des collectivités territoriales et du décret n° 2011-1996 du 28 décembre 2011 ;*
- Décret n° 2015-1731 du 22 décembre 2015 relatif à la **conservation des ressources phytogénétiques pour l'agriculture et l'alimentation** - *Modification du Code rural et de la pêche maritime ;*
- Arrêté du 15 décembre 2015 relatif à la **collecte des déchets de pneumatiques** - *Abrogation de l'arrêté du 8 décembre 2003 ;*
- Arrêté du 21 décembre 2015 *modifiant l'arrêté du 20 avril 2012* fixant les conditions d'**établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire** et modifiant divers arrêtés relatifs au **référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne et aux livrets d'apprentissage** - *Et modification de l'arrêté du 13 mai 2013.*

Au JO du 26 décembre 2015 :

- Rectificatif à l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du **Code de l'urbanisme** ;
 - Ordonnance n° 2015-1736 du 24 décembre 2015 portant transposition de la directive 2012/33/UE du 21 novembre 2012 modifiant la directive 1999/32/CE en ce qui concerne la **teneur en soufre des combustibles marins** - *Modification du Code de l'environnement ;*
 - Ordonnance n° 2015-1737 du 24 décembre 2015 relative aux **bilans d'émission de gaz à effet de serre et aux audits énergétiques** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification du Code de l'environnement et du Code de l'énergie ;*
- Et décret n° 2015-1738 du 24 décembre 2015 relatif aux bilans d'émission de gaz à effet de serre - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 ;*
- Décret n° 2015-1740 du 24 décembre 2015 relatif aux **modalités de vérification d'un acte de l'état civil étranger** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 ;*
 - Décret n° 2015-1745 du 23 décembre 2015 relatif à l'**agrément des centres d'information sur les droits des femmes et des familles** - *Modification du Code de l'action sociale et des familles et abrogation du*

décret du 23 juillet 1979 ;

· Décret n° 2015-1746 du 23 décembre 2015 relatif au **certificat médical joint à la demande déposée en maison départementale des personnes handicapées** - *Modification du Code de l'action sociale et des familles* ;

· Décret n° 2015-1747 du 23 décembre 2015 relatif au **recours dérogatoire à la greffe en cas de marqueurs infectieux de l'hépatite C chez le donneur**- *Modification du décret n° 2010-1625 du 23 décembre 2010* ;

· Décret n° 2015-1749 du 23 décembre 2015 relatif au **financement des formations dans le cadre du contrat de sécurisation professionnelle par les organismes paritaires collecteurs agréés et les entreprises** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification du Code du travail* ;

· Décret n° 2015-1752 du 24 décembre 2015 *modifiant l'article R.* 131-46 du Code du sport* et relatif à **l'application du principe « silence vaut acceptation » aux décisions prises par les fédérations sportives délégataires** ;

· Décret n° 2015-1754 du 23 décembre 2015 portant application de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités de Guyane et de Martinique et *modifiant la partie réglementaire (D) du Code général des collectivités territoriales* ;

· Arrêté du 16 décembre 2015 fixant le **plafond de ressources de l'année 2014 applicable en 2016 pour l'octroi des majorations aux rentes viagères constituées à compter du 1er janvier 1979** ;

Et arrêté du 16 décembre 2015 portant **majoration de certaines rentes viagères** ;

· Arrêté du 18 décembre 2015 relatif à la **publicité des prix des hébergements touristiques marchands autres que les meublés de tourisme et les établissements hôteliers de plein air** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Abrogation de l'arrêté du 8 juin 1967 et de l'arrêté du 18 octobre 1988* ;

· Arrêté du 22 décembre 2015 *modifiant l'arrêté du 29 juillet 1987* relatif aux **plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré et des nouvelles aides de l'État en secteur locatif** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016*.

Au JO du 27 décembre 2015 :

· Décret n° 2015-1755 du 24 décembre 2015 relatif à la détermination de la **proportion minimale de matériel roulant accessible affecté aux services publics réguliers et à la demande de transport routier de voyageurs** - *Modification du Code des transports* ;

· Décret n° 2015-1756 du 24 décembre 2015 relatif à la **sûreté des ports maritimes** - *Modification du Code des transports* ;

· Décret n° 2015-1757 du 24 décembre 2015 *modifiant le décret n° 2006-369 du 28 mars 2006* relatif aux **missions et aux statuts de l'Établissement public de sécurité ferroviaire** *ainsi que le décret n° 2006-1279 du 19 juin 2006* relatif à la **sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire** ;

· Décret n° 2015-1759 du 24 décembre 2015 relatif à **l'accès aux véhicules de transport ferroviaire ou guidé des agents de la police nationale et des militaires de la gendarmerie nationale dans l'exercice de leurs missions de sécurisation des personnes et des biens dans les transports en commun de voyageurs par voie ferrée ou guidée** ;

Et arrêté du 24 décembre 2015 précisant les **conditions du libre accès aux véhicules de transport**

ferroviaire ou guidé des services ou unités de la police et de la gendarmerie nationales chargés de la sécurisation des transports en commun de voyageurs ;

- Décret n° 2015-1762 du 24 décembre 2015 procédant au renouvellement de la commission pluridisciplinaire unique prévue par les dispositions de l'article D. 90 du Code de procédure pénale ;
- Décret n° 2015-1763 du 24 décembre 2015 relatif au **transfert du droit à déduction en matière de taxe sur la valeur ajoutée** - *Modification du Code général des impôts ;*
- Décret n° 2015-1769 du 24 décembre 2015 relatif aux **bonnes conditions agricoles et environnementales des terres** - *Modification du Code rural et de la pêche maritime ;*
- Décret n° 2015-1770 du 24 décembre 2015 *modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'**accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles neufs ;***
- Décret n° 2015-1772 du 24 décembre 2015 *modifiant la partie réglementaire du Code du service national relative au **service civique** - Les dispositions de l'article 4 du présent décret entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2016 et s'appliquent aux agréments en cours de validité à cette date ;*
- Arrêté du 15 décembre 2015 *modifiant l'arrêté du 4 juillet 2012* fixant la liste d'appareils et de dispositifs techniques prévue par l'article 226-3 du Code pénal ;
- Arrêté du 18 décembre 2015 *modifiant l'arrêté du 2 juillet 1982* relatif aux **transports en commun de personnes ;**
- Arrêté du 18 décembre 2015 *modifiant l'arrêté du 2 mai 2005* relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du **personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 ;*
- Arrêté du 23 décembre 2015 relatif à la **fixation du taux de l'intérêt légal** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 ;*
- Arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'**accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction** - *Abrogation de l'arrêté du 1er août 2006 à compter du 1er janvier 2016.*

Au JO du 29 décembre 2015 :

- Ordonnance n° 2015-1781 du 28 décembre 2015 relative à la partie législative du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre - *Entrée en vigueur le lendemain de la publication au Journal officiel de la République française du décret en Conseil d'État relatif à la partie réglementaire du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, et au plus tard le 1er janvier 2017 - Abrogation de la partie législative du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et modification/abrogation de textes non codifiés ;*
- Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'**adaptation de la société au vieillissement** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de très nombreux codes et textes non codifiés ;*
- Loi n° 2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la **gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public** - *Modification de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;*
- Décret n° 2015-1782 du 28 décembre 2015 modifiant **diverses dispositions de la partie réglementaire du Code de l'urbanisme** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 9) -*

Modification du Code de l'urbanisme et du Code du patrimoine ;

· Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du Code de l'urbanisme et à la **modernisation du contenu du plan local d'urbanisme**- *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification de nombreux codes ;*

· Arrêté du 18 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2005 fixant la **liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée** - *Modification de l'arrêté du 21 décembre 2005 et abrogation de l'arrêté du 31 août 2010 ;*

· Arrêté du 21 décembre 2015 portant approbation du **règlement général de l'Agence nationale de l'habitat** - *Modification du règlement général approuvé par l'arrêté du 1er août 2014 ;*

· Arrêté du 28 décembre 2015 portant **adaptation des dispositions comptables du Code des assurances** - *Entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2016, ou à compter de l'entrée en vigueur du règlement n° 2015-11 du 26 novembre 2015 de l'Autorité des normes comptables relatif au cadre comptable des entreprises d'assurance, si celle-ci est postérieure - Modification du Code des assurances et des arrêtés du 17 février 2014 et 17 avril 2012.*

Au JO du 30 décembre 2015 :

· Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 **de finances pour 2016** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de très nombreux codes et textes non codifiés ;*

· Loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 **de finances rectificative pour 2015** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de très nombreux codes et textes non codifiés ;*

· Décret n° 2015-1787 du 28 décembre 2015 relatif à la **protection des sites d'intérêt géologique**- *Modification du Code de l'environnement et du Code général des collectivités territoriales ;*

· Décret n° 2015-1789 du 28 décembre 2015 portant **diverses dispositions en matière portuaire** - *L'article 2 du présent décret entrera en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification du Code des transports, du Code général des collectivités territoriales, du Code de la propriété des personnes publiques, du Code de l'environnement, du Code rural et de la pêche maritime et du décret n° 2008-1033 du 9 octobre 2008;*

· Décret n° 2015-1790 du 28 décembre 2015 **relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés** - *Modification du Code de l'environnement ;*

· Décret n° 2015-1794 du 28 décembre 2015 modifiant **les critères d'agrément des réseaux de contrôle technique des véhicules lourds** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification du Code de la route ;*

· Décret n° 2015-1798 du 29 décembre 2015 *modifiant le décret n° 2014-1162 du 9 octobre 2014* relatif à la création de la **Plate-forme nationale des interceptions judiciaires** - *Voir également la délibération de la CNIL n° 2015-358 du 15 octobre 2015 ;*

· Décret n° 2015-1805 du 28 décembre 2015 *modifiant le Code de procédure pénale* (partie réglementaire) et relatif aux **unités de la gendarmerie nationale au sein desquelles les officiers et agents de police judiciaire exercent leurs fonctions habituelles** ;

· Décret n° 2015-1807 du 28 décembre 2015 relatif à l'accès au traitement d'antécédents judiciaires des agents des services mentionnés aux articles L. 811-2 et L. 811-4 du code de la sécurité intérieure, pris en application de l'article L. 234-4 du Code de la sécurité intérieure - *Voir également la délibération de la CNIL n° 2015-429 du 10 décembre 2015 - Modification du Code de la sécurité intérieure ;*

-
- Décret n° 2015-1808 du 28 décembre 2015 relatif à la **compétence du Conseil d'État pour connaître des requêtes concernant la mise en œuvre du droit d'accès aux traitements ou parties de traitements intéressant la sûreté de l'État**, pris en application de l'article L. 841-2 du Code de la sécurité intérieure - *Les dispositions du présent décret sont d'application immédiate, y compris aux instances en cours n'ayant pas donné lieu à une décision de la juridiction saisie en première instance - Modification du code de la sécurité intérieure et du décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005;*

 - Décret n° 2015-1811 du 28 décembre 2015 relatif à l'**information des salariés en cas de vente de leur entreprise** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification du Code de commerce et du décret n° 2014-1254 du 28 octobre 2014 ;*

 - Arrêté du 28 décembre 2015 portant homologation des règlements n° 2015-5 du 2 juillet 2015, n° 2015-8 du 23 novembre 2015, n° 2015-9 du 23 novembre 2015, n° 2015-10 du 26 novembre 2015, n° 2015-11 du 26 novembre 2015 et n° 2015-12 du 10 décembre 2015 **de l'Autorité des normes comptables ;**

 - Décret n° 2015-1812 du 28 décembre 2015 relatif aux **normes de performance énergétique minimale des logements individuels faisant l'objet d'une vente par un organisme d'habitation à loyer modéré** - *Les dispositions du présent décret s'appliquent à compter du 1er janvier 2016. Toutefois, elles ne sont pas applicables aux logements individuels pour lesquels un agrément d'aliénation prévu à l'article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation a été délivré avant le 1er janvier 2016 par le représentant de l'Etat dans le département, le ministre chargé du logement ou le président du conseil de la métropole - Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*

 - Décret n° 2015-1813 du 29 décembre 2015 relatif aux **prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété** - *Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA